tique et entraîner des réformes avantageuses pour l'Occident. Mais rien n'empêche de penser, à l'inverse, que notre collaboration économique renforcera l'économie soviétique et retardera les réformes dont la situation actuelle de l'URSS semble indiquer le besoin. De toute façon, les mécanismes par lesquels IBM et Occidental Oil pourraient jouer un rôle aussi improbable n'ont pas été clairement définis. Une fois de plus, on peut parler d'«espoir raisonnable» (et des plus aléatoires), et considérer l'accroissement des échanges commerciaux comme facteur de changement, capable de produire une certaine communauté d'intérêts.

Optimisme difficile à justifier

Toutes ces considérations donnent à penser que la détente, de quelque côté qu'on l'envisage, ne saurait inspirer beaucoup d'optimisme. On peut, par contre, adopter le point de vue de M. Franklyn Griffiths (voir l'excellent article qu'il a publié dans le numéro de septembre/octobre 1973 de Perspectives internationales) et soutenir que l'Occident devrait s'abstenir d'irriter l'Union soviétique et, partant, de renforcer ses éléments conservateurs, faire preuve de souplesse dans la poursuite de ses objectifs et encourager les mouvements de collaboration et de réforme en Union soviétique. Malgré l'avertissement d'Andrei Sakharov, ces recommandations me paraissent sages parce qu'elles sont les seules lignes de conduite dignes d'hommes civilisés à l'époque nucléaire.

Je n'en conclus pas pour autant qu'elles seront efficaces; en effet, au cœur du problème se trouvent des divergences de vues fondamentales sur la nature même de l'homme. Cette affirmation a tout du cliché mais, si elle s'avère, la réduction des armements, les voyages intercontinentaux et les échanges commerciaux, quelle qu'en soit la portée, n'y changeront pas grandchose. Le changement social, si changement il y a, doit s'amorcer de l'intérieur; aucune armée ne saurait le bloquer, ni aucune influence extérieure le faire naître. Il reste à espérer, presque contre toute attente, que ce changement s'opérera graduellement. S'il arrivait malgré tout à se déclencher, le plus difficile pour l'Occident sera de résister à la tentation d'intervenir, tentation à laquelle l'Union soviétique, pour sa part, résiste mal. A défaut de cette «discrétion», le pessimisme de Giraudoux pourrait bien se justifier.

En relisant ces propos, je les trouve bien présomptueux surtout au moment où un éminent spécialiste des sciences so-



Téléphoto AP

Reçu à la Maison Blanche, en juin dernier, pour une série de discussions au sommet, le leader soviétique, M. Leonid Brejnev, invite le président Nixon à le précéder au podium. Lors de sa visite à Moscou, en mai 1972, M. Nixon avait signé un certain nombre d'accords qui devaient, ainsi que le président le déclara au Congrès américain, «nous détourner des confrontations qui ont marqué le dernier quart de siècle».

ciales affirme que nous ne savons pas quel a été le taux de croissance économique l'année dernière, où le gouvernement n'est pas en mesure de prévoir avec certitude, quelques mois à l'avance, la situation énergétique du pays et où même notre alimentation n'est pas assurée pour l'avenir. Il est difficile en de telles circonstances d'esquisser une analyse générale de la problématique mondiale. Qui plus est, mes observations pourraient passer pour des critiques à l'endroit des dirigeants et représentants des deux blocs et des efforts diligents qu'ils déploient pour essayer de résoudre ces énormes problèmes. J'en appellerai donc, pour terminer, à Descartes, et reprendrai à mon compte sa prudente confidence au lecteur: «Je ne saurais aucunement approuver ces humeurs brouillonnes et inquiètes, qui, n'étant appelées ni par leur naissance ni par leur fortune au maniement des affaires publiques, ne laissent pas d'y faire toujours, en idée, quelque nouvelle réformation. Et si je pensais qu'il y eût la moindre chose en cet écrit par laquelle on me pût soupçonner de cette folie, je serais très marri de souffrir qu'il fût publié».